

Point de Presse du Conseil d'Etat

23 juin 2011

La version Internet fait foi

M. Mark Muller, président du Conseil d'Etat
Mme Michèle Künzler, conseillère d'Etat
Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève internationale.....	4
M. Ban Ki-moon réélu secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.....	4
Genève-Confédération	5
Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence : mise en œuvre de la motion Schweiger approuvée	5
Soutien à une modification de la loi sur l'aménagement du territoire	5
Approbation avec réserves de la nouvelle politique agricole 2014-2017	6
Genève	7
Modification de zone à Vernier.....	7
Convention collective de travail du commerce de détail : prorogation demandée	7
Non à l'initiative « Stop aux hausses des tarifs des TPG »	8
Baisse des émoluments du registre foncier et du service de la mensuration officielle.....	9
Aide financière à l'Association des conseillers accompagnants.....	9
Aide financière à l'Institut national genevois	10
Vote sur la nouvelle constitution	10
Aboutissement d'un référendum dans la commune de Chêne-Bougeries	10
Réception en l'honneur du Chênois Volleyball Club.....	11
Nominations.....	12
Agenda des invitations à la presse	13

Genève internationale



M. Ban Ki-moon réélu secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

Le Conseil d'Etat a adressé ses félicitations à M. Ban Ki-moon pour sa réélection par le Conseil de sécurité au poste de secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le gouvernement lui souhaite plein succès pour les nombreux défis qui l'attendent, notamment dans le domaine du maintien de la paix.

Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence : mise en œuvre de la motion Schweiger approuvée

Le Conseil fédéral a mis en consultation la mise en œuvre de la motion dite Schweiger – du nom du conseiller aux Etats – relative à la [loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence](#).

La loi sur les cartels prévoit des sanctions pour les entreprises qui participent à des ententes cartellaires pouvant aller jusqu'à 10% du chiffre d'affaires réalisé en Suisse au cours des trois derniers exercices. La motion Schweiger vise à atténuer ces sanctions administratives pour les entreprises disposant d'un programme conforme aux dispositions du droit des cartels. Le Conseil d'Etat approuve cette disposition.

La motion prévoit également d'insérer dans la loi des dispositions réprimant les dirigeants et les employés qui contreviennent à la législation sur les cartels. Le Conseil d'Etat appuie la variante consistant à leur infliger des sanctions administratives. Il considère que l'introduction de telles sanctions permet de protéger la concurrence de façon adéquate.

*Pour toute information complémentaire : M. Jacques Folly, directeur du service du commerce, DARES,
☎ 079 238 76 69.*

Soutien à une modification de la loi sur l'aménagement du territoire

Le Conseil d'Etat a répondu à la mise en consultation par la commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national (CEATE-E) d'un avant-projet visant à modifier la [loi sur l'aménagement du territoire \(LAT\)](#), dans le cadre de l'initiative du canton de Saint-Gall intitulée « Constructions hors des zones à bâtir ».

L'avant-projet vise à étendre aux bâtiments qui avaient un usage d'habitation agricole avant le 1^{er} juillet 1972 – date à laquelle la distinction entre les zones constructibles et non constructibles a été inscrite dans le droit fédéral – les possibilités de démolition et de reconstruction d'une part, et les possibilités d'agrandissement en dehors du volume bâti existant d'autre part. L'autorisation de reconstruire est toutefois subordonnée à une condition: l'aspect extérieur du bâtiment doit rester pour l'essentiel inchangé afin de prévenir tout risque de disparition du caractère rural des paysages.

Le Conseil d'Etat partage l'avis de la CEATE-E que ce projet simplifie l'application des dispositions concernant les bâtiments d'habitation hors zone à bâtir et vise à établir une égalité de traitement entre les bâtiments d'habitation agricole et les autres bâtiments d'habitation existants lors de la modification du droit le 1^{er} juillet 1972.

Pour toute information complémentaire : M. Bernard Trottet, chef de projet, direction de la planification directrice cantonale et régionale office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 57.

Approbation avec réserves de la nouvelle politique agricole 2014-2017

Le Conseil d'Etat a répondu à une consultation du Conseil fédéral sur le projet de développement de la politique agricole 2014-2017.

Le développement du système des paiements directs constitue l'élément central de ce projet. Le nouveau dispositif prévoit de remplacer les instruments non liés à un objectif spécifique par des instruments ciblés en vue d'améliorer la productivité et l'efficacité sans toutefois augmenter les moyens financiers. Il comprend notamment cinq instruments permanents de paiements directs (contributions au paysage cultivé, à la sécurité de l'approvisionnement, à la biodiversité, à la qualité du paysage et au système de production), complétés par deux autres types de contributions, à l'adaptation et à l'efficacité des ressources.

Le Conseil d'Etat relève que l'adaptation des instruments d'application du système des paiements directs permet de clarifier les objectifs poursuivis par l'octroi des contributions publiques. Elle offre une meilleure lisibilité de la politique poursuivie et renforce sa légitimité. Toutefois, malgré les améliorations proposées par le Conseil fédéral, le gouvernement genevois émet un certain nombre de réserves.

Il relève tout d'abord la nécessité de renforcer les contributions à la sécurité de l'approvisionnement, dans la perspective d'une juste prise en considération des concepts de sécurité et de souveraineté alimentaire. Ce renforcement peut reposer sur une diminution correspondante des contributions à l'adaptation, lesquelles doivent par ailleurs être liées à l'exploitation agricole et non à l'exploitant.

Enfin, le Conseil d'Etat demande à la Confédération de renoncer à toute mesure conduisant à un alourdissement de la charge administrative de la politique agricole, tant pour les agriculteurs que pour les instances chargées de sa mise en œuvre, notamment les cantons. L'administration de cette politique a atteint aujourd'hui un niveau de complexité tel que la recherche d'une meilleure efficacité doit primer sur toute autre considération.

Pour toute information complémentaire : M. Jean-Pierre Viani, directeur général de l'agriculture, DIM, ☎ 022 388 71 71.

Modification de zone à Vernier

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi modifiant les limites de zones des parcelles situées entre l'avenue Louis-Casaï et le chemin des Corbillettes, à Vernier. Ce projet permettra de créer une zone de développement 3 destinée à accueillir près de 1500 logements. D'une superficie totale de plus de 122 600m², les parcelles concernées sont actuellement situées en zone 5 (villas).



Ce projet répond aux principes d'aménagement de la couronne périphérique de l'agglomération urbaine, conformément aux dispositions contenues dans le plan directeur cantonal mis à jour en juin 2006, qui prévoit une densification de la zone villas par modification du régime de zone. Ce périmètre est bien desservi par les transports publics et dispose d'ailleurs d'infrastructures publiques suffisantes comme le collège Rousseau et le cycle des Coudriers. Il est en outre situé à proximité de deux centres commerciaux (Avanchets et Balexert).

L'enquête publique ouverte du 2 mai au 2 juin 2001 a donné lieu à quelques observations. Le Conseil municipal de la commune de Vernier a préavisé négativement ce dossier le 18 décembre 2001. Le projet a ensuite été mis en suspens dans l'attente du développement d'un autre projet, celui du site de Villars, qui n'a pas abouti.

Conformément aux dispositions de [l'article 16 alinéa 4 de la loi d'application de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire \(LaLAT\)](#), une délégation du Conseil d'Etat a auditionné le Conseil administratif de la commune de Vernier en août 2010. A l'issue de cette séance, il a été décidé de poursuivre la procédure et d'associer les propriétaires des parcelles aux prochaines étapes de développement, soit l'élaboration des projets de plans localisés de quartier.

Pour toute information complémentaire: M. Xavier de Rivaz, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 80.

Convention collective de travail du commerce de détail : prorogation demandée

Le Conseil d'Etat a écrit au secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) pour examiner si une nouvelle prorogation de l'extension de la convention collective de travail (CCT) du commerce de détail pour une durée de six mois pouvait être envisagée.

L'actuelle CCT du commerce de détail vient à échéance le 30 de ce mois, de même que la décision d'extension de son champ d'application. Le risque d'un vide conventionnel dès le 1^{er} juillet prochain dans ce secteur sensible est donc particulièrement important. Répondant à la demande des partenaires sociaux

exprimée dans le cadre du conseil de surveillance du marché de l'emploi (CSME), le Conseil d'Etat souhaite donc examiner très rapidement avec la Confédération dans quelle mesure une nouvelle prorogation d'une durée de six mois de l'actuelle CCT et de son extension serait envisageable. Une première prorogation avait en effet été obtenue, non sans difficulté, pour la période du 1^{er} janvier 2011 au 30 juin 2011 pour permettre aux partenaires sociaux de négocier une nouvelle convention collective de travail. Ce délai ne leur a malheureusement pas été suffisant, d'où l'intervention du Conseil d'Etat.

Pour toute information complémentaire : M. Bruno Giovanola, directeur général de l'office de l'inspection et des relations du travail (OCIRT), DSE ☎ 022 388 29 29.

Non à l'initiative « Stop aux hausses des tarifs des TPG »

Dans un rapport adressé au Grand Conseil sur l'[initiative « Stop aux hausses des tarifs des Transports publics genevois » \(IN 146\)](#), le Conseil d'Etat estime que la politique tarifaire poursuivie depuis plus d'une décennie par le biais de la Communauté tarifaire unireso est efficace et contribue au succès des transports publics de Genève et de son bassin transfrontalier. Le Conseil d'Etat propose donc au parlement de rejeter cette initiative – par ailleurs jugée recevable – sans lui opposer de contre-projet.

Cette initiative prévoit de figer les tarifs unireso dans la loi sur les Transports publics genevois du 21 novembre 1975, avec un billet à 2 francs pour les retraités et invalides, l'abonnement annuel à 500 francs pour les adultes et 400 francs pour les seniors et les jeunes jusqu'à 18 ans.

La grille tarifaire présentée par les initiants modifierait tant les catégories que la structure de la politique tarifaire actuelle, en pénalisant financièrement les jeunes âgées de 18 à 25 ans, désormais considérés tarifairement comme des adultes. Quant aux seniors, ils obtiendraient des rabais supplémentaires, alors qu'ils bénéficient déjà des conditions les plus avantageuses de Suisse et que les plus démunis d'entre eux, au bénéfice des prestations complémentaires AVS/AI, peuvent acquérir un abonnement annuel pour la modique somme de 60 francs.

L'effet combiné de ces deux types de modifications tarifaires provoquerait en définitive une perte de clients, alors que l'objectif visé est une augmentation des usagers des transports publics. Selon les projections d'unireso, les jeunes adultes se détourneraient des transports publics urbains, préférant alors se déplacer avec les transports individuels motorisés.

D'une manière plus générale, le principal levier pour augmenter la fréquentation des transports publics réside dans la mise à disposition d'une offre dense, interconnectée et multimodale. La possibilité de voyager sur le territoire cantonal et au-delà par le biais d'un titre de transport unique, quel que soit l'opérateur, représente l'un des facteurs-clé du succès. En modifiant les catégories d'âge appliquées dans toute la Suisse, les initiants contreviennent aux règles du service direct de l'Union des transports publics, provoquant de facto la remise en cause de la communauté tarifaire unireso et le retour à des tarifs et titres TPG incompatibles avec ceux des CFF et des ententes tarifaires régionales.

Au vu des développements du réseau de transports publics sur le bassin franco-valdo-genevois, il n'est plus raisonnablement possible d'isoler les tarifs des TPG de ceux de ses autres partenaires regroupés dans unireso.

L'ensemble des modifications tarifaires proposées par l'initiative impliquerait une perte de recettes correspondant à une charge financière supplémentaire pour l'Etat estimée à un minimum de 21 à 24,5 millions de francs par année entre 2012 et 2014. Ces montants significatifs risqueraient ainsi de mettre en péril la poursuite du développement des transports publics alors qu'il est impératif que des ressources supplémentaires leur soient affectées dans un contexte d'augmentation considérable de la mobilité.

Aujourd'hui, le Conseil d'Etat veille à ce que les tarifs des transports publics, parmi les plus bas de Suisse, continuent à être attractifs pour les usagers. D'autre part, le Grand Conseil dispose également d'un moyen d'action par le biais de son approbation des contrats de prestations.

Pour toute information complémentaire : M. David Favre, secrétaire général adjoint chargé de la mobilité, DIM, ☎ 022 327 96 05.

Baisse des émoluments du registre foncier et du service de la mensuration officielle

Le Conseil d'Etat a adopté le nouveau tarif des émoluments du registre foncier et du service de la mensuration officielle. Il suit en cela les recommandations de l'inspection cantonale des finances qui préconisait une réévaluation des émoluments du registre foncier, en conformité avec les principes de couverture des coûts et d'équivalence.

Le nouveau dispositif se veut simple à appliquer, transparent et facile à appréhender par les usagers et les professionnels de l'immobilier. Il favorise un recours partiel à l'automatisation, permettant de limiter le temps de travail consacré aux calculs tarifaires, et participe ainsi à améliorer l'efficacité de l'administration.

Cette adaptation tarifaire induira une baisse des recettes de quelque sept millions de francs par an. Le gouvernement prend ainsi les mesures nécessaires pour s'aligner aux normes supérieures en vigueur régissant le tarif de ces émoluments.

Pour toute information complémentaire: M. Edi da Broi, directeur du registre foncier, DCTI, ☎ 022 546 61 25 ; M. Laurent Niggeler, directeur du service de la mensuration officielle, DIM, ☎ 022 546 72 07.

Aide financière à l'Association des conseillers accompagnants

Le Conseil d'Etat a accordé à l'Association des conseillers accompagnants une aide financière d'un montant annuel de 70 000 francs pour les années 2011 et 2012.

Cette aide financière permettra à l'Association des conseillers accompagnants d'intervenir dans le département de santé mentale et de psychiatrie des Hôpitaux universitaires de Genève au sens de l'article 38 de la loi sur la santé, du 7 avril 2006, qui prévoit que les patients séjournant dans une institution de santé ont le droit de demander un accompagnement par un représentant d'organisme ou une personne reconnue.

A ce titre, les conseillers accompagnants interviennent sur demande des patients hospitalisés en milieu psychiatrique ou de leur entourage. Ils les conseillent et jouent un rôle de médiateur entre ceux-ci et les instances officielles. Ils peuvent également les appuyer dans l'exercice de leurs droits.

Cette aide s'inscrit dans le cadre du programme de promotion de la santé et de prévention des maladies non transmissibles, mis en œuvre par la direction générale de la santé.

Pour toute information complémentaire : M. Jacques-André Romand, médecin cantonal, direction générale de la santé, DARES ☎ 022 546 50 00.

Aide financière à l'Institut national genevois

Le Conseil d'Etat a accordé une aide financière de 75'000 francs pour l'année en cours à l'Institut national genevois (ING), corporation de droit public. Il octroie également à l'ING une subvention non monétaire d'un montant de 40'272 francs correspondant au loyer des locaux occupés à la promenade du Pin 1.

L'aide financière et la subvention non monétaire ont pour but de permettre la poursuite et le développement des activités de l'ING, conformément à la [loi sur l'ING du 23 décembre 1958](#).

Les prestations assurées par l'Institut national genevois portent sur l'organisation de conférences, débats, concerts ouverts au public ainsi que la rédaction et la conservation des Actes de l'Institut.

*Pour tout complément d'information : Mme Joëlle Comé, directrice du service cantonal de la culture, DIP,
☎ 022 546 66 70*

Vote sur la nouvelle constitution

Le Conseil d'Etat a fixé la date du vote sur la nouvelle constitution de la République et canton de Genève au 14 octobre 2012. Ce scrutin sera dédié à ce seul objet.

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, ☎ 022 327 95 00.

Aboutissement d'un référendum dans la commune de Chêne-Bougeries

Le Conseil d'Etat a constaté l'aboutissement du référendum contre la délibération du conseil municipal de la commune de Chêne-Bougeries, du 13 avril 2011, donnant un préavis favorable au projet de plan localisé de quartier No. 29736-511 situé au chemin de Challendin sur le territoire de la commune de Chêne-Bougeries.

La vérification des signatures déposées à l'appui de cette demande de référendum a donné les résultats suivants:

- signatures déposées : 1164
- signatures contrôlées : 1082
- signatures validées : 1037

Le nombre de 1000 signatures valables requis par la constitution pour faire aboutir le référendum est ainsi atteint.

Les recours contre la décision en matière de validation des signatures doivent être adressés à la Chambre administrative de la Cour de justice au plus tard six jours à compter du lendemain de la publication de l'arrêt.

La date de la votation communale à Chêne-Bougeries sur cet objet sera fixée par arrêté ultérieurement.



Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, ☎ 022 327 95 00.

Réception en l'honneur du Chênois Volleyball Club

Le Conseil d'Etat *in corpore* et la chancellerie d'Etat ont reçu mercredi 22 juin 2011 les joueurs et les dirigeants du Chênois Volleyball Club afin de les féliciter pour leur titre de vice-champion suisse de ligue nationale A à l'issue de la saison 2010-2011.

Lors de la réception, qui a eu lieu dans la cour de l'Hôtel de Ville en présence de représentants des autorités communales des Trois-Chênes, MM. Mark Muller, président du Conseil d'Etat, et Charles Beer, conseiller d'Etat chargé de l'instruction publique, de la culture et du sport, ont exprimé des autorités au terme de cette belle saison sportive.



Nominations

Nouveau directeur général de l'action sociale

Le Conseil d'Etat a nommé **M. Jean-Christophe BRETTON** au poste de directeur général de l'action sociale (DGAS). Il remplacera dès le 1^{er} janvier 2012 M. Marc Maugué, appelé à diriger une importante institution privée du canton.

Agé de 48 ans, M. Bretton dirige depuis le 1^{er} juillet 2008 le secteur des établissements médico-sociaux au sein de la DGAS. Dans ce contexte, il a contribué à la mise en œuvre de la nouvelle loi sur la gestion des établissements pour personnes âgées (LGEPA), qui définit les critères de gestion de ce secteur important. Dans ses futures fonctions, M. Bretton conservera la responsabilité de ce domaine.



Licencié en sciences économiques de l'Université de Fribourg, M. Bretton est également titulaire d'un master en gestion des services de santé de l'Université de Montréal. Avant de rejoindre la DGAS, M. Bretton a assumé diverses responsabilités de gestion dans le secteur privé et, entre 1994 et 2007, au sein des Hôpitaux Universitaires de Genève.

Le poste de directeur-trice du secteur des assurances sociales et du handicap, domaine conduit par M. Maugué jusqu'à la fin de l'année, sera mis au concours ces prochaines semaines.

Pour toute information complémentaire : M. François Longchamp, conseiller d'Etat, DSE, ☎ 022 546 54 00.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
24 juin 11h15	Synthèse de la Journée du SITG sur le thème santé et social	Centre médical universitaire (CMU) 1, rue Michel-Servet	DIM	Yves Bellégo ☎ 022 546 76 06
1 ^{er} juillet 11h00	Labellisation de Port-Choiseul	Port-Choiseul 1290 Versoix	DIM	Leyla Rosatti ☎ 022 546 76 14
25 juillet 11h00	Inauguration de l'annexe de Champ-Dollon	22, ch. de Champ-Dollon 1226 Thônex	DSPE DCTI	Yvette Renard (DSPE) ☎ 022 327 92 06 Nicole Bovard Briki (DCTI) ☎ 022 327 94 25 ou 079 240 83 72
26 juillet 14h00	Energie : ambition solaire pour les bâtiments de l'Etat	Ecole de commerce Aimée-Stitelmann 24, route de Base - 1228 Plan-les-Ouates)	DCTI DSPE	Grégoire Pralong (DSPE) ☎ 022 546 76 13 Nicole Bovard Briki (DCTI) ☎ 022 327 94 25 ou 079 240 83 72